

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FMGC

ZI de Hochepie
44110 Soudan

Références : N5-2024-1023
Code AIOT : 0006300987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement FMGC implanté ZI de Hochepie 44110 Soudan. L'inspection a été annoncée le 18/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FMGC
- ZI de Hochepie 44110 Soudan
- Code AIOT : 0006300987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FMGC exploite, sur le site de Soudan, une fonderie de fonte.

Thèmes de l'inspection :

- Point sur l'activité du site
- Suivi de l'impact des activités sur l'environnement
- Suites de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques - Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-II et 58-III	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vitesse d'éjection des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
6	Travaux d'ébarbage hors cabine	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article 11-2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Suivi des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective	1 mois
11	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques des installations	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9-3-2 et 9-3-3	Sans objet
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 5	Sans objet
7	Modalités d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Sans objet
10	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 2 et 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques de l'établissement Périodicité de contrôle
Constats : En préalable à la visite, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques des installations réalisés en septembre 2023. Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées. Dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des cubilots pour la mesure des dioxines réalisée en septembre 2023, le taux en oxygène sur les filtres 1-2 est de 8,46 % ; cette valeur est très inférieure aux mesures précédentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, les rapports des contrôles des rejets atmosphériques des installations réalisés en septembre 2024. En cas de non-conformité, il précisera les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'exploitant analysera le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des cubilots pour la mesure des dioxines réalisé en septembre 2023 et précisera pour quelle raison le taux en O ₂ mesuré au niveau des filtres 1-2 est très inférieur aux valeurs mesurées lors des précédents contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Rejets atmosphériques - Rapports de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-II et 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 58-II : Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. Article 58-III : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : En préalable à la visite, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de l'établissement ont été présentés. Un contrôle par sondage a été réalisé par l'inspection des installations classées. Les méthodes de mesure mises en œuvre lors des contrôles sont référencées dans l'avis du 22-02-2022 (applicable aux contrôles réalisés en septembre 2023 et remplacé depuis par l'avis du 11-04-2024). Suite au contrôle par sondage des rapports, il est constaté que les références des normes appliquées précisées dans les rapports de contrôle sont celles référencées dans l'avis susvisé, excepté pour le formaldéhyde et le phénol. De plus, les contrôles sont réalisés par un laboratoire disposant de plusieurs agréments et de l'accréditation demandés. Leurs références figurent dans les rapports consultés.

<p>En réponse au constat de la précédente inspection, le nom du laboratoire d'analyse sous-traitant disposant de l'agrément pour l'analyse de certains paramètres (en particulier, les dioxines et les furannes) a été précisé.</p> <p>Par ailleurs, dans plusieurs rapports, il est constaté, de nouveau, que les modalités de fonctionnement des installations peuvent différer notablement d'un essai à l'autre, ce qui peut influencer significativement sur les résultats (par exemple, dans les rapports de contrôles des points n°13, 14, 16, 19, 20, 21, et 27 réalisés en septembre 2023).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir remis un planning des opérations de production pour les différents ateliers aux personnes réalisant les contrôles.</p> <p>Enfin, il est constaté, dans les rapports de contrôle des cabines de peinture OMIA, que les capteurs utilisés pour la mesure des COV avait une plage de mesure insuffisante (saturation des capteurs).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que les modalités de fonctionnement des installations soient représentatives d'un fonctionnement normal et qu'elles soient précisées au point III-2 - "Conditions de fonctionnement" des rapports. Il confirmera que les actions mises en place ont permis de respecter cette exigence pour les contrôles réalisés en septembre 2024.</p> <p>Il étudiera la possibilité de réaliser des mesures en simultané sur les points de rejet associés à une même installation (en particulier, les cabines de peinture OMIA disposant de 2 points de rejet).</p> <p>L'exploitant précisera pour quelle raison les méthodes de mesure référencées dans l'avis du 22-02-2022 n'ont pas été mises en oeuvre en septembre 2023 pour le formaldéhyde et le phénol (Norme FDX34-319 - Novembre 2010).</p> <p>L'exploitant s'assurera que lors des prochains contrôles, les appareils de mesure utilisés permettent de mesurer les COV dans une plage de mesure adaptée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°3 : Vitesse d'éjection des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux actions menées, au vu des mesures réalisées en septembre 2023, le point 11 est redevenu conforme et la vitesse du point 18 a été fortement augmentée.</p> <p>Cependant, ces mesures mettent en évidence des vitesses insuffisantes sur les points de rejet n°13, 17, 19 et 31 (en plus du point n°18).</p> <p>L'exploitant avait identifié ces non-conformités et a présenté, lors de la visite, les actions mises en place par la suite pour mettre en conformité chaque point de rejet. Il a précisé être en attente du résultats des contrôles réalisés en septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des résultats de mesures des rejets atmosphériques réalisées en septembre 2024, l'exploitant confirmera la mise en conformité des installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 02-02-1998 suite à la réalisation des actions présentées lors de la visite. Le cas échéant, il précisera les actions définies en cas de nouvel écart.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9-3-2 et 9-3-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 9-3-2 : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés. Article 9-3-3 : L'exploitant est tenu d'établir un programme de réduction des émissions de COV du site visant au respect des objectifs de limitation précités. Ce programme fait l'objet d'une présentation à l'inspection des installations classées selon l'échéancier fixé à l'article 13 et comporte un plan de gestion (entrées-sorties de solvants) à adresser annuellement à l'inspection des installations classées accompagné d'un état d'avancement du programme de réduction annoncé.
Constats : L'exploitant a transmis, en préalable à la visite, le plan de gestion des solvants pour l'année 2023. La consommation de solvants est estimée à 151,8 tonnes et les émissions diffuses représentent 26,3 tonnes soit 17 % de la quantité de solvants utilisés suite au passage à la couche à l'eau des chantiers GP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant présentera, dans les prochains plans de gestion des solvants, les actions envisagées pour poursuivre les réductions des émissions de solvants de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude d'impact environnemental des retombées atmosphériques en dioxines, furannes, PCB dioxin-like et PCB indicateurs.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport sur la surveillance environnementale réalisée en avril 2024. Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Travaux d'ébarbage hors cabine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la réalisation d'opérations d'ébarbage en dehors des cabines aménagées et reliées aux dispositifs d'aspiration et de traitement dans le secteur PMP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les opérations d'ébarbage doivent être réalisées dans des conditions permettant l'aspiration et le traitement des rejets associés. L'exploitant précisera les actions mises en œuvre pour que ces opérations ne soient pas réalisées en dehors des cabines dédiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Modalités d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les déchets non dangereux, en particulier, les terres de fond de case et les sables en mélange, stockés précédemment sur la zone de l'ancienne décharge, sont stockés dans un nouveau bâtiment dédié dont la construction a été finalisée au 1er semestre 2024. Sont stockés également, dans ce bâtiment, les big-bags contenant les poussières d'ébarbage, de ponçage et de grenailage.
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article 11-2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Prescription contrôlée : Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement des installations ne doivent engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée.
Constats : De nouvelles mesures des émissions sonores en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée ont été réalisés en novembre 2023. Le rapport de contrôle des niveaux sonores met en évidence des non-conformités au niveau de deux zones à émergence réglementée située au nord-ouest du site en période diurne (pour les deux) et en période nocturne (pour l'un). Les résultats en limite de propriété sont conformes et aucune plainte n'a été émise à ce jour. Les principales sources de bruit ont été identifiées au niveau du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP et au niveau des extracteurs situés en toiture du bâtiment finition PMP. Le système de filtration du rejet Ponçage PMP devait être déplacé dans le cadre du projet de construction du nouveau bâtiment d'application de peinture, qui ne sera finalement pas réalisé. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les horaires de production ont été modifiés et qu'il était

en attente d'un devis pour l'insonorisation du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à réaliser de nouvelles mesures des émissions sonores dans les zones à émergence réglementée suite aux modifications des horaires de production. Ceci permettra de s'assurer de la mise en conformité pour la période nocturne suite à l'arrêt du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant devra identifier les autres sources de bruit à l'origine de la non-conformité. Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en œuvre les autres actions correctives définies en vue d'une mise en conformité des installations pour la période diurne. Il précisera l'échéancier de réalisation de ces actions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Suivi des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Suite à un audit réalisé par une société spécialisée sur ce sujet, l'exploitant a établi la liste des équipements sous pression soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20-11-2017. Celle-ci a été présentée lors de la visite. Elle précise, en particulier, pour chaque équipement, les dates des dernières inspections périodiques et requalifications périodiques. Lors de la visite, il a été constaté les points suivants : - 3 équipements sont en dépassement d'inspection périodique et 24 n'ont pas d'échéance spécifiée ; - 1 équipement est en dépassement de requalification périodique et 18 n'ont pas d'échéance spécifiée. L'exploitant a présenté un plan d'actions en vue de remplacer plusieurs équipements d'ici la fin de l'année ou au 1 ^{er} mars 2025. Par ailleurs, les recherches documentaires se poursuivent pour compléter les dossiers des équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre le plan d'actions défini pour mettre en conformité les équipements sous pression. Il inclura, dans ce plan d'actions (avec échéance identique), l'équipement n°721 (GMAO) en dépassement d'inspection périodique. Il complétera, dans les meilleurs délais, les dossiers des équipements sous pression incomplets. S'il est constaté de nouveaux dépassements d'échéances réglementaires, il précisera les dispositions

prises en œuvre pour se mettre en conformité.

Concernant les équipements frigorifiques, il justifiera l'échéance proposée pour la mise en conformité.

Il transmettra, trimestriellement à l'inspection des installations classées, un bilan des actions réalisées ainsi que la liste des équipements sous pression mise à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 2 et 15

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Article 2 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable (...).

Article 15 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite à la précédente inspection, l'exploitant a précisé que les 4 compteurs présents sur le site sont relevés hebdomadairement.

La consommation d'eau déclarée sous Gerep montre que la forte augmentation constatée entre 2020 et 2022 avait bien pour origine une fuite importante sur le réseau d'alimentation.

L'exploitant a également précisé avoir mis en place des actions de sensibilisation du personnel suite au passage au niveau vigilance cet été en application de l'arrêté cadre sécheresse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant poursuit les actions menées afin d'identifier les principales utilisations d'eau sur le site et de définir les actions de réduction susceptibles d'être mises en place ; le cas échéant, des compteurs supplémentaires seront mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. (...)

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle réalisé par ARTPROTECT en décembre 2023.

Dans ce rapport de vérification, plusieurs non-conformités ou observations sont émises : en particulier, des travaux sont à prévoir au niveau d'un paratonnerre suite à un arrachement des fixations au niveau d'un conducteur de descente et au niveau d'une liaison équipotentielle de terre.

L'exploitant a précisé que les travaux de mise en conformité seront réalisés d'ici la fin de l'année, un bon de commande devant être signé très prochainement.

L'étude technique est également à mettre à jour suite aux modifications apportées aux installations et à l'abandon du projet d'application de peinture PL.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité, dans les meilleurs délais, les installations de protection contre la foudre de l'établissement. Il transmettra le bon de commande signé et confirmera la réalisation des travaux d'ici la fin de l'année 2024.

L'exploitant mettra à jour l'étude technique au vu des modifications apportées aux installations et à l'abandon du projet d'application de peinture PL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois